



JUILLET  
2026

## L'Allemagne face au triangle États-Unis, Russie, Chine

Des changements de paradigme  
systémiques



Hans STARK

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1247-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : L’Allemagne face au triangle États-Unis, Russie, Chine  
© Shutterstock AI Generator

### **Comment citer cette publication :**

Hans Stark, « L’Allemagne face au triangle États-Unis, Russie, Chine : des changements de paradigme systémiques », *Études de l’Ifri*, Ifri, juin 2026.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Paul Maurice est secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

## Auteur

**Hans Stark** est professeur de civilisation allemande contemporaine à Sorbonne Université. Il a été secrétaire général du Cerfa à l'Ifri de mars 1991 à mars 2020. Depuis mars 2020, il est conseiller pour les relations franco-allemandes à l'Ifri, où il consacre l'essentiel de ses travaux à la politique étrangère et à la politique européenne de l'Allemagne. Diplômé de Sciences Po Paris, il a réalisé une thèse de doctorat en sciences politiques consacrée à la politique européenne de l'Allemagne et soutenue en 2001 à la Sorbonne (Université Paris 1). En 2011, il a obtenu l'habilitation à diriger des recherches de l'Université Lille 3 en études germaniques. Maître de conférences à l'université Paris 3 Sorbonne Nouvelle (entre 2005 et 2012), il a été nommé en 2012 professeur à Sorbonne Université. Il est rédacteur en chef adjoint de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*.

# Résumé

Depuis la réunification, l'Allemagne a construit sa prospérité sur un ordre international fondé sur le libre-échange, le multilatéralisme et la stabilité géopolitique. Ce modèle reposait sur trois relations jugées complémentaires : la protection militaire américaine, l'approvisionnement énergétique russe et l'intégration économique avec la Chine. Pendant plusieurs décennies, Berlin a considéré ces interdépendances comme des facteurs de paix, de croissance et de sécurité.

Or cet environnement a profondément changé. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et l'affirmation de la puissance économique chinoise ont mis en lumière les vulnérabilités stratégiques de l'Allemagne. Les États-Unis remettent en cause les fondements du partenariat transatlantique, fragilisent les institutions multilatérales et utilisent leur supériorité militaire et économique comme instrument de pression. La Russie a définitivement détruit l'illusion d'un rapprochement pacifique fondé sur l'interdépendance énergétique. Quant à la Chine, elle est devenue à la fois un concurrent industriel redoutable, un partenaire commercial incontournable et, de plus en plus, une source de dépendances technologiques et stratégiques inquiétantes.

Face à Moscou, Berlin a abandonné l'essentiel de sa politique traditionnelle de coopération et soutient désormais l'Ukraine sur les plans politique, financier et militaire. Cette rupture demeure toutefois contestée par une partie de l'opinion publique et par plusieurs forces politiques allemandes. Concernant Washington, l'Allemagne cherche à préserver l'alliance tout en préparant progressivement une plus grande autonomie européenne en matière de sécurité et de défense. Elle sait que l'Alliance telle qu'elle l'a connue appartient au passé, mais elle souhaite gagner du temps pour gérer une transition jugée périlleuse. Le défi le plus profond provient néanmoins de la Chine. L'industrie allemande est confrontée à une concurrence chinoise qui menace ses propres positions dans des secteurs clés tels que l'automobile, la chimie, la construction mécanique ou les technologies vertes. Les dépendances allemandes à l'égard des matières premières critiques et de certaines infrastructures stratégiques renforcent encore cette vulnérabilité.

L'Allemagne entre ainsi dans une nouvelle phase historique. Pour préserver sa prospérité, sa sécurité et son autonomie stratégique, elle devra réduire ses dépendances, renforcer la coopération européenne et repenser un modèle économique axé sur la mondialisation et le libre-échange, de plus en plus contestés.

# Abstract

Since reunification, Germany has built its prosperity on an international order based on free trade, multilateralism, and geopolitical stability. This model relied on three relationships considered complementary: U.S. military protection, Russian energy supplies, and economic integration with China. For several decades, Berlin viewed these interdependencies as factors contributing to peace, growth, and security.

However, this environment has changed profoundly. The return of Donald Trump to the White House, Russian aggression against Ukraine, and the rise of Chinese economic power have highlighted Germany's strategic vulnerabilities. The United States is undermining the foundations of the transatlantic partnership, weakening multilateral institutions, and using its military and economic superiority as a tool for exerting pressure. Russia has definitively shattered the illusion of a peaceful rapprochement based on energy interdependence. As for China, it has become at once a powerful industrial competitor, an indispensable trading partner, and, increasingly, a source of troubling technological and strategic dependencies.

Towards Moscow, Berlin has abandoned most of its traditional policy of cooperation and now supports Ukraine politically, financially, and militarily. However, this shift remains contested by a part of public opinion and several German political forces. Regarding Washington, Germany seeks to preserve the alliance while gradually preparing for greater European autonomy in security and defense matters. It recognizes that the Alliance as previously known is a matter of the past but wishes to buy time to manage a transition deemed perilous. The most profound challenge, meanwhile, comes from China. German industry faces Chinese competition that threatens its own positions in key sectors such as the automotive, chemical, mechanical engineering, and green technology industries. German dependence on critical raw materials and certain strategic infrastructure further increases this vulnerability.

Germany is thus entering a new historical phase. To preserve its prosperity, security, and strategic autonomy, it will need to reduce its dependencies, strengthen European cooperation, and rethink an economic model based on globalization and free trade, which are facing increasing challenges.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>ALLEMAGNE/ÉTATS-UNIS : UNE RUPTURE NI CONSOMMÉE NI ASSUMÉE.....</b>	<b>10</b>
<b>ALLEMAGNE/RUSSIE : DU PARTENARIAT À L’AFFRONTMENT .....</b>	<b>20</b>
<b>L’ALLEMAGNE FACE AU « CHINA SHOCK 2.0 » : UNE ÉTREINTE DEVENUE TOXIQUE .....</b>	<b>27</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>36</b>

# Introduction

Après la réunification et le tournant des années 1989-1991, la politique étrangère allemande a bénéficié d'un ordre géopolitique qui avait *a priori* maintenu les fondements établis pendant la guerre froide et qui est resté globalement inchangé jusqu'au milieu des années 2010. Les piliers de cet ordre, fondé sur des règles largement imposées par les pays occidentaux, étaient la relation transatlantique, le rapprochement avec la Russie, la construction européenne, les élargissements à l'Est de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de l'Union européenne (UE), le multilatéralisme, le désarmement, la mondialisation et le libre-échange. L'Allemagne a particulièrement profité de ce dernier, notamment vis-à-vis de la Chine, s'adaptant parfaitement à un monde de plus en plus ouvert à la libre circulation des biens, des services, des informations et des personnes. L'Allemagne croyait au triomphe des visions du politologue Francis Fukuyama d'une « fin de l'histoire » s'imposant sous la forme d'un ordre mondial post-national, pacifique, libéral et globalisé, qui semblait taillé sur mesure pour un pays qui se définissait à travers sa puissance commerciale et civile. Or, les victoires électorales de Donald Trump aux États-Unis en 2016 puis à nouveau en 2024, la double agression russe contre l'Ukraine en 2014 et surtout en 2022, de même que la domination économique et commerciale croissante exercée par la Chine depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012 ont confronté l'Allemagne à une nouvelle réalité : le retour de zones d'influence de la part de trois puissances rivales<sup>1</sup> qui exercent, chacune à sa façon, une hégémonie que l'on peut qualifier de « prédatrice »<sup>2</sup> : les États-Unis, la Russie et la Chine. Le réveil allemand<sup>3</sup> fut d'autant plus rude que la République fédérale s'est laissée entraîner, sans résistance, dans une triple dépendance stratégique face à ces trois pays qu'elle considérait comme des partenaires : dépendance sécuritaire et militaire vis-à-vis des États-Unis, dépendance énergétique à l'égard de la Russie (avant 2022, l'Allemagne importait 55 % de son gaz, 45 % de son

---

1. Voir B. Simms, *The Return of the Great Powers*, New York, Basic Books, 2026.

2. M. Walt qualifie les États-Unis sous le second mandat de Donald Trump « d'hégémonie prédatrice ». Voir M. Walt, « The Predatory Hegemon. How Trump Wields American Power », *Foreign Affairs*, mars-avril 2026, p. 8-23.

3. C'est Annalena Baerbock, à l'époque ministre allemande des Affaires étrangères, qui proclamait le 24 février 2022 : « Wir sind heute in einer anderen Welt aufgewacht » (« Nous nous sommes réveillés aujourd'hui dans un monde différent »). Voir « Statement von Aussenministerin Baerbock im Anschluss an die Sitzung des Krisenstabs der Bundersregierung im Auswärtigen Amt zum russischen Angriff auf die Ukraine » [Déclaration de la ministre des Affaires étrangères Baerbock à l'issue de la réunion de la cellule de crise du gouvernement fédéral au ministère des Affaires étrangères concernant l'attaque russe contre l'Ukraine], ambassade d'Allemagne en Russie, 24 février 2022, disponible sur : <https://germania.diplo.de>.

charbon et 35 % de son pétrole de la Russie) et dépendance économique et industrielle face à la Chine, son premier partenaire commercial depuis 2016 (la Chine assure environ 12 % des importations et absorbe 5 % à 6 % des exportations allemandes, soit un volume total de 250 milliards d'euros en 2025 – avec un déficit côté allemand de 90 milliards en 2025)<sup>4</sup>.

L'hégémonie que les États-Unis, la Russie et la Chine exercent ou tentent, à des degrés divers, d'exercer heurte de plein fouet les fondamentaux de la politique étrangère allemande, non seulement parce qu'elle met en exergue les dépendances auxquelles Berlin a librement consenti mais aussi, et peut-être surtout, parce qu'elle bouleverse l'ordre mondial dont l'Allemagne avait si pleinement profité.

Dans une étude publiée par la Stiftung Wissenschaft und Politik à Berlin, Christian Schaller rappelle que la République fédérale d'Allemagne se considère comme la gardienne du droit international et qu'elle adhère à un « ordre international fondé sur des règles » (*rules-based international order*), qui est aujourd'hui fortement remis en cause par Moscou, Pékin et Washington<sup>5</sup>. La Chine et la Russie s'y opposent en présentant cet ordre, fondé sur des règles, comme une philosophie « occidentale » qui viserait à remplacer le droit international par des règles « occidentales » et donc, du point de vue sino-russe, dépourvues de toute légitimité. En matière d'ordre mondial, la Chine et la Russie se posent en représentants des intérêts du Sud global et disposent désormais d'un vrai levier en tirant parti du passé non résolu du colonialisme (occidental). À cela s'ajoutent les revendications territoriales des deux pays, qu'il s'agisse, du côté chinois, du contrôle de Taïwan et de la mer de Chine méridionale ou, du côté russe, des prétentions hégémoniques sur les pays d'Europe de l'Est et du Centre-Est qui faisaient autrefois partie de l'Empire russe et de l'Union soviétique.

Mais l'Allemagne et l'Europe ne peuvent plus non plus compter sur les États-Unis, autrefois architectes d'un ordre fondé sur des règles. Le gouvernement Trump détruit systématiquement les fondements sur lesquels un tel ordre est censé reposer. Pour Trump, le droit international ne joue aucun rôle, ni en tant que référence, ni en tant que facteur structurant de la politique internationale. Il en va de même pour les alliances et les organisations internationales. Les prétentions plus ou moins sérieuses de Trump sur le Canada, le canal de Panama, le Groenland et la revitalisation de la doctrine Monroe vont dans le même sens que le révisionnisme territorial de la Chine et de la Russie. Le modèle d'un ordre international fondé sur des règles, auquel Berlin se sent également lié pour

---

4. « China Tops Germany's Trade in 2025 on Stronger Bilateral Flows », China International Import Expo, 24 février 2026, disponible sur [www.ciiie.org](http://www.ciiie.org).

5. C. Schaller, « Deutsche Aussenpolitik und das Leitbild der regelbasierten internationalen Ordnung. Herausforderungen durch China, Russland und die USA » [La politique étrangère allemande et le modèle d'un ordre international fondé sur des règles. Les défis posés par la Chine, la Russie et les États-Unis], *SWP-Studie*, n° 2026/S 05, Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), février 2026.

des raisons historiques, est devenu largement obsolète. Ce qui nous renvoie à un monde de plus en plus hobbesien, donc à un ordre international anarchique dans lequel les États, dépourvus d'arbitre suprême, agissent principalement en fonction de leurs intérêts et de leur survie<sup>6</sup>.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'experts et dirigeants politiques allemands estiment qu'il est nécessaire de revoir la nature des liens entre la République fédérale d'un côté et les États-Unis, la Chine et la Russie de l'autre. Il n'est pas surprenant non plus que Friedrich Merz, élu chancelier fédéral en mai 2025, consacre davantage d'attention aux dossiers internationaux qu'aux problèmes intérieurs allemands et qu'il assume pleinement ce choix<sup>7</sup>. On pourrait d'ailleurs considérer que Merz serait l'« homme de la situation » pour cette tâche, étant donné son parcours politique en tant qu'ancien député européen, président de la Atlantik-Brücke entre 2009 et 2019<sup>8</sup>, sa connaissance intime des États-Unis (où il s'est rendu une centaine de fois avant de devenir chancelier, notamment en tant que président de la filiale allemande de BlackRock entre 2016 et 2020) ou sa parfaite maîtrise de l'anglais.

Pourtant, son action sur la scène internationale manque de cohérence – reflet et conséquence directe sans doute aussi des ondes de choc envoyées par le second mandat de Donald Trump. Le 23 janvier 2025, lors d'un événement organisé par la Fondation Körber, Merz avait encore classé la Chine dans l'axe des autocraties, lui reprochant de « s'opposer de manière offensive à l'ordre multilatéral » et constatant l'existence d'un « conflit de systèmes ». Il est même allé jusqu'à mettre en garde l'économie allemande contre le « risque » d'investir en Chine<sup>9</sup>. Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en février 2026, un an plus tard, il ne restait de sa critique fondamentale que le reproche selon lequel la Chine exploitait systématiquement les dépendances d'autrui. Et fin février 2026, lors de son premier voyage en Chine, Merz a emmené avec lui les principaux chefs d'entreprise allemands, a témoigné de son estime au président chinois Xi Jinping et a fait des déclarations aussi surprenantes que celle-ci : « Face aux incertitudes liées à la politique douanière que nous observons dans le monde, nous pouvons désormais montrer l'exemple dans nos relations bilatérales, grâce à la fiabilité et à la sécurité des relations économiques entre nos deux pays<sup>10</sup>. » Il est vrai qu'entre-temps Donald Trump a mené

---

6. T. Hobbes, *Leviathan or the Matter, Forme and Power of a Commonwealth Ecclesiastical and Civil*, 1651.

7. Ce qui lui vaut d'ailleurs le surnom d'*Außenkanzler*, « chancelier des Affaires étrangères ».

8. Créée en 1952, l'Atlantik-Brücke est une organisation allemande transpartisane qui vise à renforcer les relations politiques, économiques et culturelles entre l'Allemagne, l'Europe et les États-Unis.

9. « Friedrich Merz zu aussen- und europapolitischen Prioritäten für Deutschland » [Friedrich Merz s'exprime sur les priorités de l'Allemagne en matière de politique étrangère et européenne], Körber Stiftung, 23 janvier 2025, disponible sur : <https://koerber-stiftung.de>.

10. « Nous voulons renforcer notre partenariat avec la Chine », Gouvernement fédéral, 26 février 2026, disponible sur : [www.bundesregierung.de](http://www.bundesregierung.de).

une politique de tarifs douaniers de façon si massive que Pékin semble être désormais le moindre mal. De même, en janvier 2026 et donc à la veille du voyage de Merz à Pékin, la crise du Groenland risquait de tout remettre en question. Trump n'avait pas exclu lui-même une intervention militaire sur l'île – c'est-à-dire contre le Danemark, partenaire de l'OTAN. La fin de l'alliance occidentale se profile à l'horizon, non pas comme un scénario théorique de science politique mais comme une perspective réaliste.

L'Allemagne – tout comme l'Europe dans son ensemble – se trouve désormais confrontée à trois grandes puissances qui s'opposent à elle. Elle n'est plus en paix avec la Russie depuis l'invasion par celle-ci de l'Ukraine. Elle est malmenée par les États-Unis sur fond de conflit douanier, de guerre culturelle et de différends territoriaux (Groenland). La relation avec la Chine, quant à elle, étouffe son économie et détruit son industrie.

# Allemagne/États-Unis : une rupture ni consommée ni assumée

Il y a toujours eu des périodes difficiles dans le passé entre la Chancellerie fédérale allemande et la Maison-Blanche. On se souvient de la relation exécrationnelle entretenue par Helmut Schmidt et Jimmy Carter à la fin des années 1970, celle, plus mauvaise encore, entre George W. Bush et Gerhard Schröder, sans oublier le mépris avec lequel Donald Trump a traité Angela Merkel durant son dernier mandat<sup>11</sup>. Mais la crise que traverse la relation germano-américaine depuis le retour au pouvoir de Trump en 2025 dépasse de loin les tensions antérieures, même si les premières rencontres entre le président américain et le chancelier Merz n'ont pas donné lieu à des affrontements. Sur le fond toutefois, Berlin et Washington divergent plus que jamais depuis la Seconde Guerre mondiale. Du point de vue allemand, l'Amérique de Trump a pris le chemin de l'illibéralisme, même si la présence de contre-pouvoirs ne permet évidemment pas de classer les États-Unis parmi les autocraties. Toutefois, l'évolution est jugée préoccupante outre-Rhin.

Fort de sa victoire électorale de 2024, Donald Trump se considère d'autant plus légitime pour réaliser un profond changement politique et social aux États-Unis, qu'il impose en l'absence de presque toute opposition. Il bénéficie pour réaliser ces transformations d'une nette majorité au sein de son parti et celles-ci ont été clairement formalisées dans le « Project 2025 »<sup>12</sup>, qui, de ce fait, lui survivra probablement. Trump gouverne, dès que possible, par décret et ignore les limites institutionnelles du pouvoir exécutif, jusqu'ici généralement acceptées, dans le système de la séparation des pouvoirs. Pour opérer un changement de cap, le président mise sur une disruption maximale afin d'imposer des baisses d'impôts, la déréglementation, la réduction des prestations sociales ainsi que la réduction de l'État administratif. Il qualifie ses partisans de « vrais Américains » et refuse toute légitimité à ses adversaires politiques, qualifiés d'ennemis intérieurs. Les institutions fédérales, *a priori* neutres, sont dominées par des partisans du mouvement MAGA (*Make America Great Again*) et l'appareil gouvernemental est utilisé contre des adversaires

---

11. Voir S. Bierling, *America First. Donald Trump im Weissen Haus. Eine Bilanz* [America First. Donald Trump à la Maison-Blanche. Un bilan], Munich, C. H. Beck Verlag, 2020.

12. P. Dans et S. Groves (dir.), « Mandate for Leadership. The Conservative Promise. Project 2025 », The Heritage Foundation, 2023, disponible sur : <https://static.heritage.org>.

indésirables, en particulier par le biais du ministère de la Justice. Les droits fondamentaux et les droits civiques sont systématiquement bafoués, les normes démocratiques, les procédures de l'État de droit et les principes constitutionnels sont ignorés afin de consolider le pouvoir présidentiel et d'éliminer toute opposition politique. Il en résulte une situation dans laquelle la démocratie n'est certes pas abolie, mais elle ne subsiste en réalité que de manière réduite. Si cette évolution se poursuit et si elle n'est pas inversée par les élections de mi-mandat de novembre 2026, le risque est grand qu'un système qualifié d'« autoritarisme compétitif » s'installe : des élections continuent d'avoir lieu, mais l'exécutif utilise son pouvoir pour manipuler les règles du jeu en sa faveur et consolider son hégémonie politique. Donald Trump rejette fermement des principes que l'Allemagne juge essentiels : un ordre mondial libéral, la défense de la démocratie et de l'État de droit, le libre-échange, la lutte contre le changement climatique et le multilatéralisme. Sous Trump, les États-Unis minent les organisations internationales ou s'en retirent. Ils poursuivent une politique mercantiliste afin d'implanter davantage d'industries sur leur territoire et garantir ainsi leur indépendance stratégique. Ce faisant, Trump n'agit pas – comme on le prétend souvent – de manière transactionnelle au sens traditionnel du terme : ses « deals » ne sont en aucun cas des accords dans l'intérêt mutuel des parties, mais relèvent du pur chantage<sup>13</sup>. Cette évolution sape la « communauté des valeurs occidentales » qui a été à la base de l'engagement atlantiste allemand après la Seconde Guerre mondiale. La politique de Trump est contraire aux principes démocratiques imposés par les Américains aux Allemands après 1945 et dont la République fédérale s'est inspirée au moment de sa naissance en 1949 : liberté de la presse, décentralisation des organes de prise de décision, création et respect de contre-pouvoirs, des prérogatives parlementaires fortes, contrôle de la constitutionnalité des lois exercé par une instance juridique suprême indépendante.

Mais si cette communauté est aujourd'hui brisée, pour les États-Unis, la faute en incombe aux Européens pour lesquels la « Stratégie de sécurité nationale » de novembre 2025 n'a pas eu des mots tendres. D'après ce document, « l'Europe continentale a vu sa part du PIB [produit intérieur brut] mondial diminuer – passant de 25 % en 1990 à 14 % aujourd'hui – en partie à cause de réglementations nationales et transnationales qui sapent la créativité et l'esprit d'initiative. Mais ce déclin économique est éclipsé par la perspective bien plus grave et bien plus concrète d'une disparition de la civilisation. Parmi les enjeux majeurs auxquels l'Europe est confrontée figurent les activités de l'Union européenne et d'autres organismes transnationaux qui sapent la liberté politique et la souveraineté, les

---

13. J. Thimm, « Systemsprenger – Donald Trump und die Erosion der Demokratie in den USA » [Un perturbateur du système – Donald Trump et l'érosion de la démocratie aux États-Unis], *SWP-Studie*, n° 2026/S 02, SWP, janvier 2026, disponible sur : [www.swp-berlin.org](http://www.swp-berlin.org).

politiques migratoires qui transforment le continent et créent des conflits, la censure de la liberté d'expression et la répression de l'opposition politique, l'effondrement des taux de natalité, ainsi que la perte des identités nationales et de la confiance en soi. Si les tendances actuelles se poursuivent, le continent sera méconnaissable d'ici 20 ans, voire moins. Dans ces conditions, il est loin d'être évident que certains pays européens disposeront d'économies et d'armées suffisamment solides pour rester des alliés fiables. Bon nombre de ces nations s'engagent actuellement à fond dans la voie qu'elles ont empruntée. Nous voulons que l'Europe reste européenne, qu'elle retrouve la confiance en sa civilisation et qu'elle abandonne son obsession ratée pour une réglementation étouffante.<sup>14</sup> »

Publié le 5 novembre 2025, ce document d'une trentaine de pages, qui ménage les adversaires traditionnels des États-Unis alors qu'il vilipende l'UE, marque une rupture historique avec les Européens, dépeints comme décadents, liberticides et voués à l'effacement civilisationnel – à moins qu'ils ne soient sauvés par les partis d'extrême droite auxquels Washington accorde son soutien et que l'administration Trump semble souhaiter voir arriver au pouvoir : « ... *the growing influence of patriotic European parties indeed gives cause for great optimism*<sup>15</sup>. » Les deux pages que le document a réservées aux Européens rappellent à l'évidence le message livré par le vice-président J. D. Vance à la Conférence de Munich sur la sécurité de février 2025 : en pleine campagne électorale allemande, il a critiqué l'Europe – et surtout l'Allemagne – comme étant, selon lui, opposée à la civilisation occidentale et pour avoir trahi la civilisation chrétienne en ouvrant les frontières à l'immigration musulmane. La Commission européenne, pour le vice-président américain, est l'équivalent d'un régime totalitaire en raison de sa politique de régulation de l'espace numérique<sup>16</sup>. À l'issue de la conférence, J. D. Vance a d'ailleurs décliné l'invitation à une réunion avec le chancelier Olaf Scholz, pour se rendre, ostensiblement, à une rencontre avec la cheffe du parti d'extrême droite AfD (*Alternative für Deutschland*) Alice Weidel. Celle-ci avait également reçu le soutien d'Elon Musk durant la campagne électorale allemande de 2025. La haine et le mépris que les responsables américains actuels vouent à l'UE – que Trump a publiquement accusée d'avoir été fondée dans le seul but de léser les États-Unis – vise particulièrement l'Allemagne, dont la politique de construction européenne est l'un des deux piliers de sa

14. Voir la « National Security Strategy of the United States », Maison-Blanche, novembre 2025, disponible sur : [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov).

15. *Ibid.*, p. 26.

16. Lors de son discours à la Conférence de Munich sur la sécurité, J. D. Vance a utilisé le terme « *commissars* » pour désigner les membres de la Commission européenne. Le choix du mot est important. En anglais, le terme normal est « *commissioners* » (commissaires européens). Le mot « *commissar* » renvoie historiquement aux commissaires politiques de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et est souvent utilisé de manière péjorative pour dénoncer un pouvoir bureaucratique, idéologique ou autoritaire. Cette formulation doit être interprétée comme une comparaison implicite entre les institutions européennes et un système de type soviétique.

politique étrangère depuis 1950 avec l'adhésion de Konrad Adenauer au Plan Schuman. Soutenir l'AfD aussi ostensiblement, à la veille d'un scrutin législatif national, a été interprété par certains observateurs comme la volonté, après avoir dénazifié l'Allemagne, de la « renazifier ».

Ce qui est nouveau avec l'administration Trump II, c'est que les membres de son gouvernement sont prêts à soutenir officiellement les populistes de droite et d'extrême droite d'autres pays, y compris dans le cadre de campagnes électorales. En mars 2025, l'ancienne ministre américaine de la Sécurité intérieure, Kristi Noem, a fait une campagne intensive à Varsovie en faveur du candidat du parti PiS (Droit et justice) à la présidence, Karol Nawrocki. Elle a également laissé entendre que seul Nawrocki serait capable de bien collaborer avec Trump et d'assurer le maintien des troupes américaines dans le pays<sup>17</sup>. En avril 2026, J. D. Vance s'est rendu à Budapest pour soutenir le Premier ministre hongrois Viktor Orbán lors de la campagne électorale. Il a accusé l'UE d'ingérence « honteuse » dans les élections hongroises, car Bruxelles avait auparavant gelé des subventions destinées à la Hongrie. Il a salué Orbán comme un allié du président Donald Trump dans la « défense de la civilisation occidentale » et a présenté l'élection en Hongrie comme un choix entre la souveraineté nationale et l'influence de Bruxelles, demandant en substance à son auditoire de défendre « la souveraineté, la démocratie, la civilisation occidentale, la liberté et la vérité<sup>18</sup> ».

Pour l'Allemagne, qui voit l'AfD actuellement caracoler dans les sondages avec une avance de 5 points sur les chrétiens-démocrates de la CDU-CSU (l'Union chrétienne-démocrate/l'Union chrétienne sociale), ce soutien à l'extrême droite est un défi considérable. Car l'alliance entre cette dernière et le mouvement MAGA affaiblit et décrédibilise la politique du « front républicain à la française » (*Brandmauer*) érigé par tous les partis, y compris la CDU-CSU, contre l'AfD. À cela s'ajoute le fait que, grâce à son rapprochement avec les États-Unis, une voie s'ouvre pour le parti d'Alice Weidel vers une « dédramatisation à l'allemande », une sorte de normalisation politique qui pourrait, à terme, préparer le terrain à un rapprochement au cas par cas entre la droite et l'extrême droite en Allemagne – à l'instar de ce qui se passe au Parlement européen<sup>19</sup>. Autrement dit, l'instabilité politique interne qui sévit de nos jours en Allemagne s'explique aussi par l'ingérence américaine dans la vie politique berlinoise.

Si le Trumpisme bouleverse la vie politique allemande, il perturbe également l'économie d'outre-Rhin. Les annonces répétées du président

17. J.-W. Müller, « Make MAGA global », *Internationale Politik*, n° 1 janvier-février 2026, p. 20-25.

18. E. Lyons et K. Watson, « JD Vance Praises Hungarian Leader Viktor Orbán, Accuses EU of Influencing Upcoming Election », CBS News, 8 avril 2026, disponible sur : [www.cbsnews.com](http://www.cbsnews.com).

19. M. Lewandowsky et A.-L. Neuenfeld, « Vergiftete Freundschaft » [Une amitié empoisonnée], *Internationale Politik*, n° 1, janvier-février 2026, p. 26-30.

américain concernant les droits de douane ont profondément déstabilisé et mis sous pression les acteurs économiques allemands. Certes, les États-Unis sont toujours le deuxième partenaire commercial de l'Allemagne après la Chine avec un volume d'échanges d'environ 240 milliards d'euros en 2025 – une baisse toutefois de 10 milliards par rapport à 2024 – et, malgré un recul de 9,4 %, la République fédérale d'Allemagne réalise toujours un excédent commercial de près de 50 milliards d'euros. Toutefois, l'incertitude dans l'industrie est palpable, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de l'acier qui sont dans le viseur de l'administration Trump. L'accord douanier conclu avec l'UE en juillet 2025 était déjà caduc en janvier 2026. L'UE elle-même l'a suspendu après que Donald Trump eut annoncé des droits de douane punitifs contre l'Allemagne et sept autres pays européens en raison du différend concernant le Groenland<sup>20</sup>. Tant que les États-Unis ne pourraient pas s'emparer de ce territoire danois autonome, l'Allemagne, le Danemark, la Norvège, la Suède, la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Finlande devraient payer, à partir de février, des droits de douane supplémentaires de 10 % sur toutes les exportations vers les États-Unis. À partir de juin 2026, ces droits de douane auraient dû s'élever à 25 %. Mais, en février 2026, après une décision de la Cour suprême américaine remettant en cause certains fondements juridiques des surtaxes, Washington a instauré un régime transitoire de 10 % (avec annonce d'un passage futur à 15 %), applicable jusqu'au 24 juillet 2026. Dans des conditions aussi erratiques, même le minimum de sécurité dont toute grande décision d'investissement des entreprises a besoin a ainsi disparu. Trump n'a pas seulement renversé l'ordre politique fondé sur des règles, il a privé les entreprises allemandes (et européennes) de toute prévisibilité, les plongeant dans une situation qui peut changer d'un jour à l'autre, en fonction de l'humeur du moment<sup>21</sup>.

Mais surtout, la politique douanière et économique erratique du président américain Donald Trump laisse des traces au sein des petites et moyennes entreprises (PME) allemandes. L'intérêt des entreprises locales pour une implantation aux États-Unis a considérablement diminué et est devenu négatif. La réticence croissante à intégrer les États-Unis dans leur chaîne d'approvisionnement touche presque tous les secteurs de l'économie allemande. Selon une étude de l'Institut de l'économie allemande de Cologne, proche du patronat, les entreprises allemandes ont investi 45 % de moins aux États-Unis au cours des dix premiers mois de la présidence Trump qu'au cours de la même période de l'année précédente. Les investissements directs sont passés de près de 19 milliards à 10,2 milliards

20. En 2026, les institutions européennes ont néanmoins avancé vers son approbation formelle. Le Parlement européen a approuvé l'accord le 16 juin 2026, après plusieurs mois de débats et de tensions transatlantiques.

21. B. Freytag, S. Preuß et N. Bös, « Deutsche Manager verzweifeln an Amerika » [Les dirigeants allemands sont désespérés face à l'Amérique], *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*, 19 janvier 2026, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

d'euros. La perte de confiance soudaine envers les États-Unis conduit en outre les PME à se recentrer sur le marché intérieur. Plus de la moitié des entreprises visent à accroître leurs ventes en Allemagne et à augmenter leurs achats en Allemagne et dans l'UE. Plus de 40 % des entreprises en Allemagne souhaitent orienter davantage leurs ventes et leurs achats vers les marchés locaux et régionaux. Les pays d'Europe occidentale ainsi que d'Europe centrale et orientale constituent les principales destinations pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement<sup>22</sup>. À moins que les entreprises allemandes ne se tournent encore davantage vers la Chine.

Le 1<sup>er</sup> mai 2026, Donald Trump a annoncé son intention de faire passer de 15 à 25 % les droits de douane sur les voitures et les camions en provenance de l'UE, au motif que celle-ci ne respecte pas l'accord commercial conclu en juillet 2025. Par cette annonce, Trump a une nouvelle fois attisé le conflit commercial entre Washington et Bruxelles. La question de la base juridique sur laquelle ces droits de douane devaient être prélevés restait toutefois en suspens. Malgré cette incertitude, l'annonce a été prise très au sérieux par les économistes allemands. En effet, d'une part, l'industrie automobile allemande, très orientée vers l'exportation, est déjà confrontée à des difficultés et, d'autre part, les perspectives de croissance en Allemagne sont considérablement assombries par la guerre en Iran. Le gouvernement fédéral ne table plus que sur une croissance du produit intérieur brut de 0,5 % pour l'année en cours, ce qui explique des échos extrêmement négatifs venant des milieux économiques allemands. Selon Julian Hinz, économiste spécialisé dans le commerce à l'Institut d'économie internationale de Kiel, les pertes de production sont estimées à près de 15 milliards d'euros, un chiffre qui pourrait atteindre environ 30 milliards d'euros à long terme. Cela représenterait une perte de valeur ajoutée réelle d'environ 0,3 %. Le président de l'Ifo Institut für Wirtschaftsforschung, Clemens Fuest, estime que si cela débouche sur une nouvelle guerre commerciale, l'Allemagne risque de connaître une nouvelle récession en 2026. Selon Wolfgang Niedermark, membre de la direction générale de la Fédération des industries allemandes, les relations économiques transatlantiques sont menacées au-delà du secteur automobile<sup>23</sup>.

Si les relations transatlantiques et germano-américaines traversent une crise grave au niveau économique, un divorce au niveau militaire, avec un retrait des États-Unis de l'OTAN, est en revanche sans doute beaucoup moins à craindre. Certes, Donald Trump n'a cessé de souffler le chaud et le froid, qualifiant l'Alliance atlantique « d'obsolète » (2017), se plaignant que les différents pays ne paient pas ce qu'ils sont censés payer – l'Allemagne en

---

22. P. Welter, « Der Mittelstand meidet die USA » [Les PME boudent les États-Unis], *FAZ*, 8 février 2026, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

23. « “Es rächt sich nun, dass wir im Konflikt mit Trump immer nachgegeben haben” » [« Nous en subissons aujourd'hui les conséquences, car nous avons toujours cédé face à Trump dans ce conflit »], *FAZ*, 2 mai 2026, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

premier (2017) – et qu’il encouragerait la Russie à faire des Européens ce qu’elle voulait (2024). Dans ses mémoires, *The Room Where It Happened*, John Bolton affirme que Trump était beaucoup plus proche d’un retrait de l’OTAN que ce qui était connu publiquement. Mais il y a aussi eu des moments où Trump a adouci ses positions. Il a notamment accueilli très favorablement l’annonce des pays membres de l’OTAN de viser 5 % du PIB consacrés à la défense et à la sécurité d’ici 2035, une décision prise lors du sommet de La Haye en juin 2025, que le président américain a qualifiée de « *historic achievement* » et de « *monumental victory* » pour les États-Unis et l’Alliance. Avant de changer de nouveau de tonalité, la traitant en avril 2026 de « tigre de papier » (une expression qu’il avait aussi utilisée pour caractériser la Russie en septembre 2025, soit un mois après son sommet avec Vladimir Poutine à Anchorage...) après le refus de plusieurs alliés de participer aux opérations américaines contre l’Iran – dont l’Allemagne, qui a cru bon de préciser en plus que ce n’était pas « sa » guerre pour exprimer son regret de ne pas avoir été consulté par Washington du déclenchement des hostilités fin février 2026.

La position de Trump par rapport à l’OTAN n’est donc pas linéaire, mais il s’inscrit dans une tendance claire, esquissée déjà depuis la présidence Obama, et qui se traduit par une réduction partielle des engagements américains en Europe. Plus personne parmi les responsables et experts allemands ne doute aujourd’hui du fait que l’ère de la *Pax Americana* touche à sa fin, que les Européens ne peuvent plus compter sur l’Alliance et le partenariat avec les États-Unis, et que c’est la raison pour laquelle l’Europe doit chercher des moyens de sortir de sa dangereuse dépendance vis-à-vis de Washington – même après la fin de la présidence de Donald Trump en 2028. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais nécessitera, au cours des cinq à dix prochaines années, une augmentation considérable des ressources et une réflexion stratégique<sup>24</sup>. D’où les investissements massifs de l’Allemagne dans sa défense et l’augmentation des dépenses militaires, qui vont tripler dans les prochaines années par rapport à l’avant 2022.

Par contre, il est peu probable de voir l’armée américaine quitter complètement le sol allemand – en tout cas pas d’ici un certain temps. Certes, début mai 2026, le Pentagone a annoncé un « réexamen approfondi » de la présence militaire en Europe. Le retrait de 5 000 soldats d’Allemagne tiendrait compte des « conditions sur le terrain ». Cette décision intervient dans un contexte de tensions considérables entre Trump et le gouvernement allemand au sujet de la guerre en Iran. Plusieurs rapports attribuent cette décision aux conséquences politiques de ce conflit ainsi qu’à un réexamen de la présence militaire américaine en Europe. Le

24. B. Lippert et S. Mair (dir.), « Mit, ohne, gegen Washington: Die Neubestimmung der Beziehungen Europas zu den USA » [Avec, sans ou contre Washington : la redéfinition des relations entre l’Europe et les États-Unis], *SWP-Studie*, 2026/S 03, SWP, janvier 2026, disponible sur : [www.swp-berlin.org](http://www.swp-berlin.org).

président lui-même a ajouté que ce redéploiement serait suivi d'autres. Parler d'un « choc » pour l'Allemagne<sup>25</sup> serait toutefois excessif, car la présence militaire américaine en Allemagne est faite pour durer.

Rien que sur la base militaire de Ramstein en Rhénanie-Palatinat se trouvent entre 8 000 et 9 000 soldats américains, auxquels il faut ajouter les employés civils, les contractuels et les membres des familles, soit en tout quelque 40 000 Américains. Si on y ajoute l'écosystème américain autour de Ramstein (bases, logements, l'hôpital militaire de Landshut), on dépasse les 55 000 personnes déployées. La Ramstein Air Base est le principal hub aérien stratégique américain en Europe pour le transit de troupes, de matériel et d'évacuations médicales entre l'Amérique du Nord, l'Europe, le Proche et le Moyen-Orient et l'Afrique. C'est à la fois un centre de commandement et un nœud de communications essentiels pour les opérations de l'OTAN, pour l'aide à l'Ukraine et pour les forces américaines en Europe et en Afrique. Il joue par ailleurs un rôle crucial de relais de communications, de traitement des données et de coordination pour les opérations américaines de drones en Afrique, au Moyen-Orient et, de plus en plus, sur le flanc est de l'OTAN. À Grafenwöhr, à 250 kilomètres de Ramstein, se trouve le « Grafenwöhr Training Area », le plus grand centre d'entraînement de l'armée américaine en Europe, en charge de l'organisation d'exercices et de préparations opérationnelles de l'armée américaine en Europe. Ramstein assure aussi un soutien à l'AFRICOM, le commandement militaire américain responsable des opérations, des partenariats militaires et de la planification stratégique des États-Unis sur le continent africain. Créé en 2007, l'AFRICOM n'est pas basé en Afrique, mais à Kelley Barracks, dans les environs de Stuttgart, à 140 kilomètres de Ramstein. En 2025, le Pentagone a confirmé que le siège resterait à Stuttgart au moins à moyen terme. À Stuttgart également (à Patch Barracks) se trouve EUCOM, le commandement militaire américain responsable de l'Europe (y compris certaines zones de l'Atlantique Nord et de l'Arctique) et d'une partie de l'Eurasie (Turquie, Caucase du Sud, Israël). C'est depuis le siège de Stuttgart qu'EUCOM coordonne des dizaines de milliers de militaires américains en Europe, les dispositifs déployés sur le flanc oriental de l'Alliance, l'assistance militaire américaine à l'Ukraine et les exercices militaires multinationaux de l'OTAN<sup>26</sup>.

Si on devait classer l'ensemble des bases militaires américaines en Europe – dont la mission dépasse de très loin celle de la défense du Vieux Continent –, les trois principales seraient, par ordre décroissant, Ramstein Air Base, Patch Barracks (EUCOM) et Kelley Barracks (AFRICOM). Ces bases ne sont certes pas irremplaçables, mais elles garantissent une

25. Voir P. Maurice, « “Avec le retrait des troupes américaines en Allemagne, Berlin se trouve confronté à une équation historique” », *Le Monde*, 5 mai 2026, disponible sur : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr).

26. H. Stark, *Das erwachsene Land. Deutschland ohne Amerika – eine historische Chance* [Le pays adulte. L'Allemagne sans l'Amérique : une chance historique], Berlin, Propyläen Verlag, 2026.

concentration unique de capacités logistiques, de commandement, de communications et de soutien dans un même endroit, situé entre Ramstein, Kaiserslautern et Stuttgart. Elles servent très largement les intérêts américains au Moyen-Orient et en Afrique. Leur démantèlement entraînerait une érosion importante de la capacité de projection de forces des États-Unis dans le monde<sup>27</sup> et coûterait des dizaines de milliards de dollars, sans compter le coût de leur redéploiement dans un autre pays (moyennant la construction de nouvelles infrastructures et la reconstitution de réseaux logistiques et de centres de commandement...). En d'autres termes, l'Allemagne est aussi dépendante de la présence militaire américaine (notamment nucléaire) que les États-Unis le sont de leurs infrastructures en Allemagne, même si la dépendance n'est pas la même. Un retrait américain de l'Allemagne n'est pas à l'ordre du jour. En revanche, un retrait américain de l'OTAN pourrait légitimer l'Allemagne à fermer les bases américaines sur son sol.

Mais ceci n'empêche pas que l'Amérique de Trump dispose d'outils de pression et d'instruments d'influence majeurs. Le retrait annoncé de 5 000 soldats devrait être assez facile à digérer. En revanche, la colère de Trump contre l'Allemagne (et Merz) a su toucher un point sensible. À la fin de l'administration Biden, en juillet 2024, les États-Unis avaient annoncé l'intention de commencer dès 2026 le « déploiement temporaire » de trois types de missiles à charge conventionnelle : le missile de croisière *Tomahawk*, dont la version terrestre a une portée pouvant atteindre 2 500 kilomètres, des missiles balistiques *SM-6* d'une portée de plus de 500 kilomètres et des missiles hypersoniques d'une portée pouvant atteindre 3 000 kilomètres (*Dark Eagle*). Cette initiative était conçue comme un engagement des États-Unis envers l'OTAN et leur contribution à la dissuasion intégrée en Europe, ou dans le cadre de la *Multi Domain Task Force* en Allemagne. Or, en mai 2026, Trump a annoncé qu'il renoncerait au déploiement de missiles à longue portée et de missiles de croisière en Allemagne. Cette décision aura de graves conséquences pour la dissuasion face à la Russie et affaiblit la défense de l'Allemagne et de l'Europe. La question de savoir si Berlin pourra acheter des *Tomahawk* aux États-Unis reste toutefois en suspens. En juillet 2025, l'Allemagne a adressé au gouvernement américain une demande d'achat du système de lancement Typhon. Ce système peut lancer aussi bien des missiles de croisière *Tomahawk* que des missiles balistiques de type *SM-6*. Cette démarche a été interprétée par les experts comme une préparation à l'achat de *Tomahawks*<sup>28</sup>. Une question qui devra être clarifiée à plus ou moins court terme, car elle inquiète davantage le gouvernement fédéral que le retrait de

27. B. Benoit, D. Michaels et M. R. Gordon, « Trump's Threat to Pull Troops From Germany Risks Eroding U.S. Power Projection », *Wall Street Journal*, 30 avril 2026, disponible sur : [www.wsj.com](http://www.wsj.com).

28. T. Gutschker, « Welche Folgen hat der Rückzieher der USA für Deutschland? » [Quelles sont les conséquences du revirement des États-Unis pour l'Allemagne?], *FAZ*, 4 mai 2026, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

5 000 soldats. Elle relance plus que jamais la question des alternatives européennes, l'Allemagne devant absolument devenir indépendante de la protection américaine, en tout cas au niveau conventionnel<sup>29</sup>.

---

29. Une vingtaine de bombes nucléaires américaines B61 restent sur le sol allemand, à Büchel, à proximité du Luxembourg, au titre du partage nucléaire dont bénéficie la République fédérale d'Allemagne au sein de l'OTAN. Elles ne font pas l'objet de discussions, du moins pour le moment.

# Allemagne/Russie : du partenariat à l'affrontement

Si rupture il y a dans les rapports entre l'Allemagne d'un côté et les États-Unis, la Chine et la Russie de l'autre, ce sont les rapports avec cette dernière qui se sont le plus dégradés depuis le début de la décennie. D'abord, en raison bien sûr de l'agression à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine à partir du 24 février 2022. Mais aussi, et peut-être surtout, en raison de l'échec manifeste de la politique russe de l'Allemagne menée depuis l'unification de 1990. La République fédérale d'Allemagne s'est lourdement trompée pendant un quart de siècle dans sa politique à l'égard de la Russie. Elle a mal évalué les objectifs et la pensée de Vladimir Poutine et ignoré le caractère autoritaire de son régime. Ce faisant, le gouvernement fédéral s'est mis dans une situation dangereuse sur le plan de la défense et s'est exposé à une dépendance énergétique fatale. Ce sont surtout les dirigeants politiques des 25 dernières années qui portent la responsabilité de cet échec : Gerhard Schröder, qui s'est mis également au service du régime de Vladimir Poutine à partir de 2005, *via* Gazprom ; Angela Merkel, qui, malgré une excellente maîtrise de la langue russe et une connaissance approfondie du régime communiste est-allemand, a considéré Vladimir Poutine comme un partenaire ; et surtout l'actuel président fédéral et ancien ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, qui, dans ses efforts pour « construire des ponts » vers Moscou, a complètement fermé les yeux sur les réalités russes tout en recadrant ceux qui ne partageaient pas sa position, même s'il a fait amende honorable en 2022. Cette politique pro-russe, soutenue outre-Rhin par les médias, de nombreux experts et surtout le monde des affaires, peut être qualifiée de plus grande erreur de la politique étrangère allemande depuis 1945<sup>30</sup>. Il existe de nombreuses raisons qui expliquent ces erreurs : la naïveté et les vœux pieux des responsables politiques allemands ; le lobbying et la corruption des fonctionnaires, industriels, « experts »<sup>31</sup> et dirigeants ;

---

30. Pour une analyse minutieuse de ces errements et des réseaux germano-russes mis en place depuis 1990, voir B. M. Scianna, *Sonderzug nach Moskau. Geschichte der deutschen Russlandpolitik seit 1990* [Train spécial pour Moscou. Histoire de la politique allemande vis-à-vis de la Russie depuis 1990], Munich, C. H. Beck, 2024.

31. Parmi les industriels, il faut notamment citer le *Ostausschuss der deutschen Wirtschaft* (comité oriental de l'économie allemande) qui a fait pendant de longues années du lobbying pro-russe massif, parmi les experts Sascha Rahr, qui a propagé pendant de longues années la position russe depuis son poste au Conseil allemand des relations étrangères (DGAP) à Berlin, et parmi les dirigeants politiques notamment les réseaux sociaux-démocrates autour de Gerhard Schröder, très favorables à la Russie et étroitement liés à elle. Voir R. Bingener et M. Wehner, *Die Moskau Connection. Das Schröder Netzwerk*

l'anti-américanisme croissant à partir de 2000, notamment à gauche ; le pacifisme ; l'espoir d'une démocratisation en Russie ; la gratitude envers Moscou pour la réunification ; le sentiment de culpabilité historique des Allemands vis-à-vis de la Russie, associé à un désir de relations privilégiées avec ce grand pays de l'Est ; l'arrogance envers les Polonais et les Baltes, jugés hystériques quand ils mettaient les Occidentaux en garde contre la Russie ; voire une forme de romantisme, qui se livrait à l'idéalisation de la musique et de la littérature russes et, surtout, de « l'âme russe » (que seuls les Allemands étaient bien sûr en mesure de comprendre)<sup>32</sup>.

L'Allemagne a tenté de favoriser une transition démocratique en Russie par le biais d'une stratégie d'interdépendance économique et d'échanges sociétaux. L'interdépendance économique n'était pas considérée comme un risque mais, au contraire, comme un gage de paix et de coopération. À cet égard, l'Allemagne a commis une grave erreur : la Russie était considérée comme un partenaire à qui l'Allemagne a accordé un droit de regard sur l'ensemble du voisinage oriental de l'UE. Cela a conduit à ce que les intérêts de Moscou soient pris en compte, voire défendus, dans toutes les discussions avec les États post-soviétiques, puisqu'à Berlin on était convaincu que la sécurité en Europe (et dans le monde) ne pouvait être assurée qu'avec la Russie. L'Allemagne s'est accrochée à cette politique, dont l'échec était pourtant évident au plus tard après l'attaque russe contre la Géorgie en 2008, en tout cas jusqu'en 2022. Berlin a prôné le *Wandel durch Handel* (changement par le rapprochement commercial), supposant que la Russie allait changer grâce à ses liens avec l'Allemagne. Pour les élites russes, il n'a jamais été question d'accepter des formes de liberté ou d'alternance politiques, d'État de droit ou d'élections libres et équitables, mais plutôt de conserver le pouvoir et de s'enrichir personnellement. En réalité, si une partie a subi un « changement » par le rapprochement, c'est la partie allemande qui a renoncé à ses valeurs pour se lier corps et âme à la Russie afin de pérenniser les profits qu'elle en tirait.

C'est ainsi que le gouvernement fédéral a longtemps toléré la politique révisionniste de Vladimir Poutine et accepté l'existence de zones d'influence exigées par le Kremlin, comme en Abkhazie et en Ossétie du Sud en 2008, ainsi qu'en Crimée et dans l'est du Donbass après 2014 (les sanctions que l'UE a imposées à Moscou après 2014, avec le soutien de l'Allemagne, étaient purement symboliques et n'ont pas non plus empêché la conclusion de l'accord Nord Stream 2 un an plus tard). La Russie a toutefois tiré les mauvaises conclusions de l'opportunisme allemand, que le Kremlin a

---

*und Deutschlands Weg in die Abhängigkeit* [La connexion Moscou. Le réseau Schröder et la dérive de l'Allemagne vers la dépendance], Munich, C. H. Beck, 2023.

32. M. Wehner, « Blind gegenüber dem Putin-Regime » [Aveugles face au régime de Poutine], *Internationale Politik Special*, n° 3, 2026, p. 12-17.

interprété comme une faiblesse<sup>33</sup> : la Russie était certaine que l'Allemagne ferait toujours passer le gaz russe bon marché avant la souveraineté des États de l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), quelles que soient les actions du Kremlin en Europe de l'Est. À Moscou, on a considéré la « culture de la retenue allemande » comme l'expression d'une politique économique purement axée sur les intérêts financiers. Berlin a donc longtemps été le partenaire idéal au sein de l'UE – sous la forme d'un vassal<sup>34</sup>. En Pologne et dans les pays baltes, cette politique – dont la construction des gazoducs Nord Stream 1 et 2 fut l'expression concrète – a entraîné une perte de crédibilité et de confiance massive de l'Allemagne. Et ce, malgré tous les efforts déployés par le gouvernement Merkel pour présenter ces gazoducs sous la Baltique comme un « projet économique » avec lequel il n'avait rien à voir – une forme d'hypocrisie qui a également suscité un très grand mécontentement à Bruxelles, Londres, Paris et Washington. Et surtout, l'attitude allemande a sans doute fait croire à Vladimir Poutine qu'une attaque russe contre l'Ukraine, en 2022, susciterait autant de « compréhension » et de retenue à la chancellerie que l'attaque russe contre la Géorgie en 2008 (à laquelle l'Allemagne avait répondu en proposant un partenariat de modernisation avec la Russie<sup>35</sup>). Si l'Allemagne avait averti la Russie, en février 2022, qu'elle renoncerait à toute importation de gaz, pétrole et charbon russes, qu'elle mettrait à l'arrêt Nord Stream 1 et 2, qu'elle allait tripler ses dépenses de défense et qu'elle allait devenir en moins de quatre ans le plus grand fournisseur d'armes d'Ukraine, la Russie aurait peut-être agi autrement. Mais au début de l'année 2022, les Allemands se déchiraient encore pour savoir si on devait envoyer à l'Ukraine uniquement du matériel médical pour les blessés ou bien peut-être aussi quelques casques et couvertures...<sup>36</sup>

Depuis février 2022 et le début de la seconde vague de l'agression russe contre l'Ukraine, l'Allemagne a progressivement abandonné son positionnement pro-russe et pris fait et cause pour une Ukraine que de nombreux acteurs politiques impliqués dans l'*Ostpolitik* des années 1970 (comme Egon Bahr et Helmut Schmidt) avaient pourtant du mal à reconnaître comme des États-nations souverains après l'effondrement de l'URSS (le fait d'avoir ignoré les intérêts de sécurité ukrainiens dans l'affaire de la construction de Nord Stream 1 et 2 découle de cette vision des choses). L'invasion à grande échelle de l'Ukraine a conduit le gouvernement d'Olaf Scholz à adopter une nouvelle approche, nettement plus ferme, à l'égard de la Russie. Cette attitude, nourrie par la sympathie envers

33. Dans tout système mafieux, la faiblesse est un piège. La faiblesse est un signe de vulnérabilité. Et les vulnérables sont appelés à être éliminés.

34. S. Meister, « Willkommen in der Wirklichkeit » [Bienvenue dans la réalité], *Internationale Politik Special*, n° 3, 2026, p. 4-9.

35. L. Fix, *Germany's Role in European Russia Policy*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021.

36. H. von der Burchard, « Germany to Send 5,000 Protective Helmets to Ukraine », *Politico*, 26 janvier 2022, disponible sur : [www.politico.eu](http://www.politico.eu).

l'Ukraine, considérée comme une victime courageuse de l'agression brutale de la Russie, s'est traduite par un soutien croissant à Kiev. Cependant, tous les acteurs politiques n'étaient pas prêts à opérer ce changement, notamment au sein de son parti, le parti social-démocrate SPD. Malgré l'urgence de la situation, le soutien militaire à l'Ukraine n'a été renforcé que progressivement, accompagné d'un débat controversé sur la nature et la quantité de l'armement à fournir. Dans ce contexte, les tensions politiques et sociétales entre Allemands de l'Est et de l'Ouest se sont fait sentir, tant en ce qui concerne le soutien à l'Ukraine que la coopération militaire avec les États-Unis intensifiée sous Scholz (le chancelier fut très proche de Joe Biden). Ces divergences découlent non seulement de points de vue opposés sur la Russie (que beaucoup d'Allemands de l'Est refusent de percevoir comme un adversaire), mais aussi d'un fort sentiment anti-américain, toujours dans l'est de l'Allemagne, voire d'un rejet de la démocratie qui va de pair avec une sympathie affichée pour le régime russe (en particulier dans les milieux d'extrême droite au sein de l'AfD). Un autre facteur qui maintient l'influence du régime de Vladimir Poutine sur la politique allemande est le fait qu'environ 3 à 4 millions de personnes russophones ou d'origine russe vivent en Allemagne. Parmi elles, on compte près de 10 % de citoyens russes, ainsi que des personnes issues de l'immigration russe et les « Allemands de Russie », qui ont immigré en République fédérale après 1990<sup>37</sup>. Tous ne soutiennent pas pour autant la politique de Poutine. D'autant plus que des membres de l'opposition russe et des dissidents ont également trouvé refuge en Allemagne. De plus, la population russophone en Allemagne ne comprend pas seulement des Russes « de souche », mais aussi des personnes originaires d'autres États issus de l'ancienne Union soviétique, notamment des Kazakhs, des Biélorusses et des citoyens du Caucase, qui ne peuvent être classés politiquement en un seul bloc. Sans mentionner les réfugiés ukrainiens. Mais ils pourraient, après un changement de régime en Russie, jouer un rôle de passerelle entre Berlin et Moscou.

Ajoutons à cela que la crainte des Allemands de « provoquer » la Russie, puissance nucléaire, voire de se retrouver impliquée dans le conflit<sup>38</sup>, a dissuadé le gouvernement Scholz d'apporter un soutien total à l'Ukraine – même si Berlin a envoyé des armes défensives (notamment antimissiles et antiaériennes) en grande quantité. Des inquiétudes existaient également au sein du gouvernement quant aux conséquences possibles d'une défaite de la Russie – la désintégration potentielle du pays à la suite de troubles politiques à Moscou et le danger de voir des armes

37. J. Panagiotidis, *Postsowjetische Migration in Deutschland. Eine Einführung* [La migration post-soviétique en Allemagne. Une introduction], Weinheim, Beltz Juventa, 2021. Voir aussi J. Panagiotidis, « Le regard des immigrants post-soviétiques en Allemagne sur la guerre en Ukraine », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 243, janvier-mars 2023, p. 146-156.

38. « Angst vor Krieg: Die Deutschen in der Zeitenwende » [La peur de la guerre : les Allemands à un tournant de l'histoire], ARD, 7 avril 2025, disponible sur : [www.ardmediathek.de](http://www.ardmediathek.de).

nucléaires russes disséminées et échappant à tout contrôle. D'où la grande prudence de Scholz, qui n'a cessé de dire que l'Ukraine ne devait pas perdre la guerre et que la Russie ne devait pas la gagner. En revanche, il n'a jamais dit qu'à ses yeux l'Ukraine devrait gagner la guerre et la Russie la perdre...

La question est donc de savoir si le changement à l'égard de la Russie – qui est indéniable malgré les hésitations – reste pérenne. Pour le moment en tout cas, la page de la « russolâtrie » semble avoir été tournée. La stratégie de sécurité nationale de l'Allemagne de 2023 est très claire à ce sujet. Elle souligne que « la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine constitue une violation du droit international et de l'ordre de sécurité européen [...]. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine représente une violation flagrante de la Charte des Nations unies et de l'ordre de sécurité européen fondé sur la coopération [...]. En apportant notre soutien à l'Ukraine, nous renforçons la résilience de ce pays face à l'agression russe et contribuons ainsi de manière fondamentale à notre propre sécurité. Nous défendons une Ukraine libre, indépendante et démocratique dans ses frontières internationalement reconnues. Dans le même temps, il est essentiel d'empêcher que la guerre ne s'étende aux États voisins. Nous apporterons notre soutien aux États touchés par la guerre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne<sup>39</sup> ».

Ce changement reste néanmoins contesté dans certains milieux politiques, notamment au sein des partis d'extrême droite et d'extrême gauche (soit près de 40 % de l'électorat). Et même au sein du SPD, la nostalgie de l'*Ostpolitik* et du pacifisme demeure perceptible et se fait entendre. Toutefois, officiellement, la coalition gouvernementale considère que la sécurité de l'Ukraine est indissociable de la sécurité européenne dans son ensemble et perçoit la Russie comme une menace sérieuse pour cette sécurité. Pourtant, les trois premières années qui ont suivi le discours d'Olaf Scholz du 27 février 2022 sur la *Zeitenwende* n'ont vu qu'un redémarrage très lent de la politique de défense allemande<sup>40</sup>. Ce sont le changement de gouvernement à Berlin en mai 2025 et en particulier les actions de Donald Trump et de son administration depuis janvier 2025, ainsi que la perspective d'une agression russe contre les pays membres de l'OTAN d'ici la fin de la décennie, qui ont poussé l'Allemagne à accélérer le réarmement et à jouer un rôle plus important dans la défense de l'Ukraine et du flanc Est de l'OTAN<sup>41</sup>.

39. « Robustesse. Résilience. Durabilité. Une sécurité pour l'Allemagne. Stratégie de sécurité nationale », Gouvernement fédéral, juin 2023, disponible sur : [www.nationalesicherheitsstrategie.de](http://www.nationalesicherheitsstrategie.de).

40. B. Tallis, « The End of the Zeitenwende », *DGAP Online Commentary*, Conseil allemand des relations étrangères (DGAP), 30 août 2024, disponible sur : <https://dgap.org>.

41. Beaucoup d'études et d'analyses circulent au sujet de cette menace. Voir par exemple M. Duclos, « [Scénarios] L'OTAN à l'épreuve de la menace russe : l'hypothèse balte », *Note d'éclairage*, Institut Montaigne, novembre 2025, disponible sur : [www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org).

Aussi, le chancelier Friedrich Merz adopte-t-il une ligne plus dure à l'égard de Moscou que son prédécesseur. Il a évoqué à plusieurs reprises les menaces hybrides de la Russie contre l'Allemagne et exprimé sa crainte que la Russie n'étende sa guerre au-delà de l'Ukraine. Il a qualifié les attaques russes de « terreur contre la population civile » et son gouvernement allemand a décidé de lever toutes les restrictions sur l'utilisation par l'Ukraine des armes fournies par Berlin, y compris sur le territoire russe. En revanche, le gouvernement Merz n'a pas donné le feu vert à la livraison de missiles *Taurus* (alors que Merz y était favorable lorsqu'il était le chef de l'opposition à l'époque de la coalition « feu tricolore »). Berlin a également accepté de soutenir l'industrie de défense ukrainienne par le biais de coopérations avec des entreprises allemandes de défense (notamment Rheinmetall) sur le sol ukrainien. Le chancelier Merz s'est prononcé en faveur d'un plan de la Commission européenne visant à permettre à l'Ukraine d'utiliser les avoirs russes gelés situés en Europe (sans obtenir cependant gain de cause). Ces déclarations et ces actions semblent indiquer un renforcement du virage opéré par l'Allemagne ces dernières années vers un soutien plus déterminé à l'Ukraine et une opposition plus résolue à la Russie. Cela est indirectement confirmé par le fait que la Russie a intensifié ses campagnes de désinformation contre Merz et que Moscou affiche son soutien à l'AfD (au même titre que Washington) <sup>42</sup>.

Si la rupture entre Berlin et Moscou est consommée, elle est loin de faire unanimité en Allemagne. Les ténors, comme les électeurs de l'AfD, de l'Alliance de Sahra Wagenknecht (BSW) et du parti Die Linke, s'opposent à l'aide à l'Ukraine et soutiennent de facto les positions russes<sup>43</sup>. Même au sein de la CDU (à l'est notamment) et du SPD (aile gauche pacifiste), des voix s'élèvent pour préconiser le retour du dialogue avec la Russie et même du partenariat énergétique. Sahra Wagenknecht, fondatrice du BSW, a laissé entendre que son parti pourrait permettre l'élection d'un ministre-président de l'AfD en cas de victoire de ce parti lors d'élections régionales dans l'Est de l'Allemagne. C'est notamment le Land de Saxe-Anhalt qui pourrait basculer et mener une politique favorable à Moscou si l'AfD y emportait les élections de septembre 2026. En Thuringe, les partis pro-russes AfD et BSW ont totalisé près de 50 % des voix lors des élections régionales de 2024, et environ 60 % avec la gauche de Die Linke, largement pro-russe. Un mélange de phobies anti-occidentales et de russophilie

---

42. S. Stewart, « Germany: Shifting Away from Russia and towards Ukraine », in C. Marangé et S. Stewart (dir.), « The Tipping Point: An Emerging Model of European Security with Ukraine and without Russia », *SWP Research Paper*, n° 2025/RP 05, SWP, novembre 2025, p. 57-62, disponible sur : [www.swp-berlin.org](http://www.swp-berlin.org).

43. Officiellement, Die Linke condamne l'invasion russe de l'Ukraine. Toutefois, fidèle à un positionnement pacifiste très prononcé, Die Linke s'oppose aux livraisons d'armes à l'Ukraine, critique l'OTAN et condamne la politique de réarmement de l'Allemagne. Cette position le conduit à se montrer, *de facto*, conciliant à l'égard de la Russie, à reprendre son narratif et à demander à l'Ukraine d'arrêter le combat.

domine en Allemagne de l'Est, où on cultive le souvenir de l'amitié germano-russe de l'époque de la République démocratique allemande (RDA)<sup>44</sup>. Moscou exploite systématiquement cette situation. La désinformation russe ne sert pas seulement à diffuser la propagande du Kremlin, mais surtout à diviser les sociétés occidentales et à attiser la polarisation afin d'engendrer le désordre. L'affaiblissement des partenaires de la coalition sert clairement les intérêts russes (actuellement, la grande coalition peine à dépasser les 35 % dans les sondages), puisqu'il réduit les capacités du gouvernement à réagir face aux menaces hybrides, à dégager les moyens financiers et techniques nécessaires pour contrer les cyberattaques et endiguer le survol régulier des sites critiques allemands par des drones russes, et donc à garantir la protection des infrastructures du pays. D'autant plus que cette protection relève souvent aussi, du moins en partie, de la compétence des Länder – y compris d'un Land comme la Saxe-Anhalt qui pourrait, rappelons-le, donner à l'AfD la majorité absolue des sièges à l'automne 2026. À l'évidence, l'extrême droite et l'extrême gauche allemande, voire une partie non négligeable des sociaux-démocrates « pacifistes » et des conservateurs « patriotiques », rêvent d'un retour de l'axe germano-russe. Moscou exploite cette faiblesse à fond. Reste à savoir si la Russie accepte vraiment de répondre à ces signes d'amour ou bien si elle se borne à les instrumentaliser. Car, pour la Russie, l'ennemi principal aujourd'hui c'est l'Europe, et tout particulièrement l'Allemagne<sup>45</sup>.

---

44. M. Wehner « Wie Moskau uns spalten will » [Comment Moscou cherche à nous diviser], *FAZ*, 19 juin 2026, disponible en ligne : [www.faz.net](http://www.faz.net).

45. A. Gurkov, *Für Russland ist Europa der Feind. Warum meine Heimat mit dem Westen gebrochen hat* [Pour la Russie, l'Europe est l'ennemi. Pourquoi mon pays a rompu avec l'Occident], Cologne, Kiepenhauer & Witsch, 2025.

# L'Allemagne face au « China Shock 2.0 » : une étreinte devenue toxique

Tout comme face à la Russie, l'Allemagne a également misé sur le concept de « changement par l'interdépendance » vis-à-vis de la Chine. Mais ici, l'interdépendance allait bien plus loin et était bien plus profonde. Non seulement en raison des matières premières critiques que l'industrie allemande importait de Chine, mais aussi en raison de la taille même du marché chinois, sur lequel l'économie allemande a enregistré des taux de croissance importants pendant de longues années (sous l'ère Merkel), notamment dans les secteurs de l'automobile, de la chimie, de l'industrie pharmaceutique et de la construction mécanique. Le modèle « *Made in Germany* », vanté avec fierté et une bonne dose d'arrogance, était tributaire du marché chinois<sup>46</sup>. Depuis le début des années 2020, cette époque est définitivement révolue.

Certes, ce nouveau « choc chinois » se répercute sur tous les marchés mondiaux des biens. Mais à l'échelle européenne, c'est en Allemagne que ce choc a les conséquences les plus lourdes. Les industries de ce pays, dans les secteurs clés – automobile, machines, produits chimiques et aéronautique –, sont non seulement progressivement et simultanément évincées de la Chine (et d'autres marchés étrangers conquis par la Chine !) mais aussi des marchés sur leur propre territoire. L'Allemagne s'est doublement trompée. Elle partait du principe qu'une dictature ne pouvait pas développer une véritable capacité d'innovation, qu'elle était seulement capable d'imiter les innovations occidentales. Une erreur manifeste. Elle misait sur un scénario selon lequel une économie d'une envergure telle que celle de la Chine doit finir par se rééquilibrer par le biais d'une augmentation des importations, d'une appréciation de la monnaie ou d'une baisse de la compétitivité – scénario qui est loin de se produire. Bien au contraire, la Chine intervient pour freiner l'appréciation de sa monnaie, tandis que l'importance de son épargne intérieure lui permet de maintenir sans difficulté un excédent extérieur de 10 % du PIB, sans se soucier des créances financières étrangères qu'elle peut accumuler. Ni la guerre commerciale avec les États-Unis, ni les plaintes de l'UE concernant l'inondation du marché européen n'ont réussi à freiner la machine à exporter chinoise. Bien au contraire,

---

46. J. Lau, *Der Westen sind jetzt wir. Von unzuverlässigen Freunden und entschlossenen Gegnern* [C'est désormais nous qui représentons l'Occident. Entre amis peu fiables et adversaires déterminés], Munich, Droemer Knauer, 2026.

en 2025, la République populaire a enregistré l'excédent commercial le plus élevé jamais enregistré par un pays. L'année dernière, les exportations ont dépassé les importations de 1 189 milliards de dollars, soit 1 020 milliards d'euros. Une augmentation de 20 % par rapport à 2024. L'excédent commercial de la Chine représente environ 1 % de la production économique mondiale (dont la Chine assure presque 20 % aujourd'hui) – alors que parallèlement environ 600 millions de Chinois vivent, d'après Li Keqiang, Premier ministre chinois entre 2013 et 2023, avec environ 1 000 yuans par mois, voire moins, soit environ 140 dollars américains. L'ancien modèle d'interdépendance commerciale entre la Chine et l'Allemagne est obsolète depuis déjà quelques années – même si le gouvernement allemand et ses milieux économiques refusent de l'admettre. Le « *China Shock 2.0* », qui frappe de plein fouet l'industrie allemande, se traduit par une éviction des produits « *Made in Germany* » des secteurs clés, une concurrence acharnée sur les marchés tiers et des dommages considérables pour l'industrie allemande (ainsi que pour le marché unique européen), en raison des distorsions systématiques du marché et des surcapacités de production chinoises<sup>47</sup>. Les conséquences pour l'industrie allemande et européenne sont dramatiques. Alors que les parts de marché des entreprises allemandes en Chine ne cessent de reculer, les entreprises chinoises évincent la concurrence allemande tant sur le marché allemand que, de plus en plus, sur les marchés tiers. Dans le secteur de la construction mécanique en Allemagne, domaine par excellence de l'industrie allemande, les importations chinoises augmentent très fortement. L'Allemagne est menacée par une désindustrialisation massive aux conséquences sociales et politiques dévastatrices<sup>48</sup>. Depuis la crise du Covid-19, l'Allemagne a perdu 200 000 emplois industriels. Des villes comme Wolfsburg et Ingolstadt, très dépendantes de l'industrie automobile, pourraient connaître le même sort que Detroit aux États-Unis<sup>49</sup>.

Les exportations sont en effet le principal moteur de l'économie chinoise, alors que la demande intérieure est extrêmement faible, en raison notamment de la crise du secteur immobilier. En 2025, la guerre des droits de douane déclenchée par Trump a entraîné l'effondrement des échanges directs entre les deux plus grandes économies mondiales. En revanche, l'UE (en hausse de 8,4 %) et l'Allemagne en particulier ont acheté nettement

---

47. M. Huotari, « Neue deutsche China-Politik. Beim Umgang mit der Volksrepublik steht Berlin ein Härtetest bevor » [Nouvelle politique allemande vis-à-vis de la Chine. Berlin va devoir faire face à une épreuve de force dans ses relations avec la République populaire de Chine], *Internationale Politik*, n° 2, mars-avril 2025, p. 39-42.

48. Les sondages montrent que le principal sujet de préoccupation des Allemands, y compris des électeurs de l'AfD, n'est plus l'immigration, qui recule, mais la situation économique.

49. T. Brenner, J. Hensing et F. Klumpp, « Der China-Schock », *Internationale Politik*, n° 2, mars-avril 2026, p. 18-24.

plus de produits en provenance de Chine<sup>50</sup>. En 2026, l'excédent commercial a augmenté de près de 23 % entre le début de l'année et fin mai, par rapport à la même période en 2025. En Allemagne, l'industrie chimique, les technologies vertes, la construction mécanique et le secteur automobile souffrent de cette offensive à l'exportation. La balance commerciale de 2025 entre la Chine et l'Allemagne affiche un déficit de près de 90 milliards d'euros en faveur de Pékin. Une augmentation de 50 % par rapport à 2024, où le déficit s'élevait à 66 milliards d'euros<sup>51</sup>. Le fort déséquilibre commercial avec la Chine, qui subventionne ses entreprises bien davantage que d'autres pays, témoigne également des avantages concurrentiels déloyaux dont bénéficie la Chine. En substance, Pékin poursuit une stratégie géopolitique évidente : réduire ses propres dépendances tout en augmentant de manière ciblée les dépendances de ses partenaires commerciaux. Aujourd'hui, la Chine détient 37 % des capacités de production mondiales ; en 2040, ce chiffre pourrait atteindre 50 %. Les exportations allemandes vers la Chine ont chuté à leur plus bas niveau depuis dix ans. L'offensive exportatrice de la Chine se concentre de plus en plus sur les industries de haute technologie : automobiles, batteries, construction mécanique, intelligence artificielle, chimie, énergie solaire et éolienne. Autant de secteurs dans lesquels l'Allemagne déplore des pertes d'emplois se chiffrant en centaines de milliers – qui nourrissent une désindustrialisation rampante, à l'origine d'une récession dans laquelle l'Allemagne plonge depuis cinq ans<sup>52</sup>. Le risque pour Berlin est considérable. Une grande partie de la demande générée par l'expansion budgétaire de l'Allemagne, après l'assouplissement du frein à la dette voté par le Bundestag en 2025, pourrait se diriger directement vers les importations chinoises et freiner la reprise allemande<sup>53</sup>. La production mondiale d'automobiles, de machines et de produits chimiques pourrait se concentrer davantage en Chine, érodant l'innovation dans les centres de fabrication traditionnels outre-Rhin et renforçant la capacité de la Chine à faire pression sur Berlin en menaçant de restreindre l'approvisionnement en matières premières critiques, comme elle l'a fait pour les terres rares<sup>54</sup>.

À cela s'ajoutent toute une série de risques systémiques importants. D'après la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le gouvernement fédéral est de

---

50. G. Theile, « Chinas Exportrekord für die Geschichtsbücher » [Un record d'exportations chinois qui entrera dans les livres d'histoire], *FAZ*, 14 janvier 2026, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

51. J. Matthes, « Handelsdefizit mit China so hoch wie noch nie » [Le déficit commercial avec la Chine n'a jamais été aussi élevé], Institut der deutschen Wirtschaft, 10 février 2026, disponible sur : [www.iwkoeln.de](http://www.iwkoeln.de).

52. Il va de soi que la crise économique que traverse l'Allemagne s'explique aussi par d'autres facteurs : une bureaucratie tatillonne et débordante, le déclin démographique, la guerre en Ukraine et dans le Golfe, ainsi que la sortie, suicidaire, de l'énergie nucléaire...

53. M. Krpata, « Redémarrer l'économie allemande. Entre impératifs économiques, sociaux et de défense », *Études de l'Ifri*, Ifri, mai 2026.

54. S. Tordoir et B. Setser, « China Shock 2.0 – The Cost of Germany's Complacency », *Policy Brief*, Center for European Reform, mai 2026, disponible sur : [www.cer.eu](http://www.cer.eu).

plus en plus conscient des dangers que présente la technologie chinoise dans les voitures, les éoliennes et les grues portuaires, mais il ne dispose pas d'une vue d'ensemble complète permettant de savoir quels composants sont installés où dans les infrastructures critiques en Allemagne (souvent gérés par les Länder). La cybersécurité des installations énergétiques interconnectées est notamment considérée comme un enjeu de plus en plus important pour l'approvisionnement en électricité en Allemagne et en Europe, en particulier dans le contexte de l'alliance formée par la Russie et la Chine, y compris dans le secteur de la défense. L'influence de la Chine sur les infrastructures critiques en Allemagne représente un risque élevé pour la sécurité, bien au-delà des frontières allemandes. Le journal souligne que d'après les informations dont dispose le gouvernement fédéral, la part de marché des fabricants chinois dans le domaine des onduleurs pour installations photovoltaïques s'élève de 70 à 80 %. Les éoliennes, les pompes à chaleur et de nombreux autres appareils disposent également d'interfaces de communication, de fonctions de maintenance à distance et de possibilités de commande par logiciel. Ils constituent évidemment des points d'entrée potentiels pour un sabotage chinois en cas de conflit. La technologie chinoise présente dans les grues portuaires allemandes – que ce soit à Duisbourg, point d'arrivée de la « Route de la soie » chinoise, ou dans le port de Hambourg, où, grâce à une décision d'Olaf Scholz, malgré la réticence de l'ensemble des ministères concernés, la Chine détient une participation de 24,99 % d'un terminal – constitue un risque supplémentaire pour la sécurité. En mars 2023, le gouvernement américain a fait savoir qu'il soupçonnait la Chine d'utiliser les grues portuaires de ZPMC, un grand fabricant chinois de ponts à conteneurs, à des fins d'espionnage. Des informations sensibles, notamment sur des transports militaires, auraient ainsi pu être interceptées. Il existe en outre le risque que la Chine puisse mettre les grues hors service et paralyser les infrastructures portuaires, car le logiciel de commande provient aussi de Chine. En cas d'attaque réussie, le gouvernement fédéral recommande la mise en place d'un plan d'urgence pour rétablir l'opérabilité des infrastructures portuaires. Cela laisse supposer qu'il n'existe pas à ce jour et que l'Allemagne n'a pour le moment prévu aucune obligation légale de prendre de telles mesures de protection. Autrement dit, l'Allemagne n'est pas préparée<sup>55</sup>. Mais une prise de conscience des risques est en train de voir le jour.

Un autre risque systémique s'avère être la dépendance croissante de l'Allemagne vis-à-vis des importations de biens stratégiques en provenance de la République populaire. Contrairement aux objectifs de la stratégie chinoise du gouvernement fédéral de 2023, la part des importations

---

55. M. Jaeger, « Die Regierung sieht das Risiko, hat aber keinen Überblick » [Le gouvernement est conscient du risque, mais n'en a pas une vue d'ensemble], *FAZ*, 12 juin 2026, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

chinoises a augmenté pour plusieurs produits et matières premières classés comme critiques dans cette stratégie. C'est ce que révèle une analyse de la Fondation Friedrich Naumann<sup>56</sup>. Pour les batteries rechargeables au lithium, la part de la Chine dans le volume total des importations est passée de 49,7 % en 2023 à 66,5 % en 2025. La part des livraisons chinoises a également augmenté pour les antibiotiques : de 65,3 % à 72,9 %. Pour les vitamines et les provitamines, cette part est passée de 71,3 % à 81,6 %. De plus, la part chinoise dans le secteur des panneaux solaires a atteint un nouveau record. Elle représente désormais 92,6 % du volume total des importations allemandes. Par ailleurs, la Chine est pratiquement le seul fournisseur de terres rares telles que le praséodyme, le néodyme et le samarium, qui sont essentielles à la fabrication d'aimants permanents puissants, notamment pour les moteurs électriques. Parallèlement, le volume des importations de ce groupe de produits est passé de 3,1 tonnes en 2023 à 13 tonnes en 2025. Ainsi, la part de la Chine dans les importations allemandes de gallium est passée de 28,9 % (2023) à 47,4 % (2025). Quant au magnésium, plus de 85 % des importations allemandes proviennent désormais de Chine. Ces chiffres sont le résultat d'une politique industrielle chinoise soigneusement mise au point depuis des décennies. Alors que l'Europe débat de la résilience des chaînes d'approvisionnement, Pékin renforce son intégration verticale, de l'extraction des matières premières à la production finale. La Chine dispose d'une chaîne industrielle presque entièrement intégrée, allant de l'extraction à la transformation pour des applications de haute technologie, en passant par le raffinage. Selon l'auteur de l'étude, c'est précisément dans les domaines critiques que l'Allemagne ne se diversifie pas, mais devient encore plus dépendante et donc plus vulnérable.

Les matières premières critiques telles que les terres rares, le gallium, le germanium, le lithium ou le cuivre sont indispensables à la microélectronique, à l'IA et aux technologies quantiques. Sans elles, l'Allemagne ne peut ni mener à bien sa transition énergétique, ni progresser dans le domaine de la mobilité électrique. La mise en œuvre de la *Zeitenwende* en dépend entièrement, que ce soit dans l'industrie de l'armement ou dans l'industrie spatiale. Un arrêt des livraisons de certains de ces métaux par la Chine pourrait paralyser des chaînes de valeur entières et causer des pertes économiques se chiffrant en centaines de milliards d'euros<sup>57</sup>. Autrement dit, la politique de réarmement de l'Allemagne dépend du bon vouloir de la Chine.

---

56. F. Spohr, « Wachsende Abhängigkeit trotz China-Strategie » [Une dépendance croissante malgré la stratégie vis-à-vis de la Chine], Friedrich Naumann Stiftung, mai 2026, disponible sur : [www.freiheit.org](http://www.freiheit.org).

57. S. Steinicke, « Unterschätztes Nadelöhr. Rohstoffsicherheit ist zentral für Wirtschaft, Militär und Resilienz » [Un goulot d'étranglement sous-estimé. La sécurité d'approvisionnement en matières premières est essentielle pour l'économie, l'armée et la résilience], *Internationale Politik*, n° 2, mars-avril 2026, p. 25-29.

À l'avenir, la politique de *derisking* préconisée par la Commission européenne pourrait devenir encore plus compliquée pour les entreprises, car le gouvernement chinois prend des mesures actives pour y remédier. À savoir la gestion chinoise des flux des biens stratégiques dont l'Allemagne a besoin s'adaptera aux mesures de *derisking* que Berlin oserait prendre le cas échéant. La stratégie vis-à-vis de la Chine publiée par le gouvernement de coalition « feu tricolore » en juillet 2023, qui continue d'être utilisée comme cadre de référence par le gouvernement Merz, n'est pas suivie d'effets<sup>58</sup>. Cette stratégie formule notamment l'objectif de réduire les dépendances critiques vis-à-vis de la Chine et de limiter les risques économiques. Elle mentionne les métaux et les terres rares, les batteries au lithium, le photovoltaïque ainsi que les principes actifs pharmaceutiques, y compris les antibiotiques. Or c'est le contraire qui se produit.

Tout comme vis-à-vis des États-Unis dans le domaine de la défense ou de la Russie dans celui de l'énergie, l'Allemagne s'est imprudemment mise, ces dernières années, dans une position de faiblesse et de vulnérabilité face à la Chine. À l'image de la « russophilie » allemande ou de la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis des États-Unis, nous sommes confrontés, en ce qui concerne Pékin, à un échec collectif des dirigeants allemands, tant dans le domaine politique qu'économique. À ce jour, les élites allemandes ne prennent toujours pas suffisamment au sérieux la menace que représente la Chine<sup>59</sup>.

Les États membres de l'UE travaillent actuellement à l'élaboration d'un mandat à l'intention de la Commission européenne, qui devrait être chargée de mettre au point de nouveaux instruments afin de mieux protéger l'UE face à la puissance exportatrice chinoise<sup>60</sup>. Le commissaire européen à l'Industrie, Stéphane Séjourné, plaide en faveur de mesures d'urgence dans plusieurs secteurs, notamment les transports et l'industrie chimique. Le commissaire au Commerce, Maroš Šefčovič, a récemment réclamé un « instrument de diversification », estimant que l'industrie des semi-conducteurs et l'approvisionnement en terres rares avaient montré à quel point la dépendance vis-à-vis d'un seul fournisseur était dangereuse. Dans certains cas – selon cette idée –, l'UE pourrait imposer par la loi aux entreprises de secteurs clés de s'approvisionner en composants essentiels auprès de différents fournisseurs. Seul un certain pourcentage pourrait alors provenir d'un même pays. Cela constituerait toutefois une atteinte considérable à la liberté d'entreprise – révélatrice des doutes quant à la volonté de l'industrie à prendre elle-même les mesures nécessaires. La

---

58. « China-Strategie », Gouvernement fédéral, 13 juillet 2023, disponible sur : [www.auswaertiges-amt.de](http://www.auswaertiges-amt.de).

59. T. Brenner, J. Hensing et F. Klumpp, « Der China-Schock », *op. cit.*

60. H. Kafsack et G. Theile « Wie sich die EU vor Chinas Exportmacht schützen will » [Comment l'UE compte se protéger face à la puissance exportatrice de la Chine], *FAZ*, 15 juin 2026, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

question de savoir si la loi sera adoptée sous la forme esquissée reste pour le moment en suspens. Il s'agit de savoir jusqu'où l'UE peut aller sans déclencher une guerre commerciale. Au sein de la Commission comme parmi les États membres, les avis divergent toujours à ce sujet. À Bruxelles, les « faucons » autour du commissaire français Stéphane Séjourné et de la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, prônent une ligne dure. La France, l'Italie et les Pays-Bas défendent cette position. Berlin, en revanche, plaide pour une approche prudente, même si l'euphorie n'est plus de mise en Allemagne quant au marché chinois.

L'Allemagne hésite à renoncer au modèle du libre-échange et de l'économie de marché au profit d'une politique industrielle qui réduirait les dépendances et garantirait la protection des investissements, ainsi que la préservation des industries clés. Or le capitalisme d'État de la Chine et sa politique d'exportation contraignent les États européens à adopter une politique d'intervention étatique, ce à quoi l'Allemagne n'est pas favorable. Par crainte de perdre des profits à court terme sur le marché chinois, Berlin continue de miser sur l'ouverture des marchés vis-à-vis de Pékin, même si cette approche fait aujourd'hui l'objet de critiques de plus en plus vives, y compris en Allemagne<sup>61</sup>. En effet, pour une meilleure politique d'implantation économique, il est important de disposer d'un cadre de protection commerciale modéré, capable d'amortir les conséquences de la politique industrielle chinoise et de la sous-évaluation du yuan, qui agit de fait comme une subvention. Des droits de douane protecteurs ciblés peuvent constituer un moyen d'y parvenir. Leur avantage réside dans le fait que leur niveau peut être coordonné et appliqué de manière ciblée et qu'en cas de doute, ils peuvent être réduits ou supprimés à l'issue de négociations<sup>62</sup>.

Mais il y a des obstacles à franchir en Allemagne. Les intérêts de la classe politique allemande et des entreprises allemandes implantées en République populaire de Chine s'éloignent de plus en plus les uns des autres. Ce que veulent les entreprises n'est pas nécessairement dans l'intérêt de l'économie nationale. Alors que les chefs d'État et de gouvernement de l'UE débattent actuellement de la manière de protéger l'industrie et les emplois sur le marché européen face au « choc chinois », de nombreuses entreprises allemandes poursuivent une autre stratégie en

---

61. J. Matthes, « China-Abhängigkeiten der deutschen Wirtschaft. Mit Volldampf in die falsche Richtung » [La dépendance de l'économie allemande vis-à-vis de la Chine. À toute vapeur dans la mauvaise direction], *IW Kurzbericht*, n° 68, Institut der deutschen Wirtschaft, 19 août 2022 ; J. Matthes, « China-Handel 2022. Ungleichgewicht und Abhängigkeit weiter verstärkt » [Commerce avec la Chine en 2022. Les déséquilibres et la dépendance continuent de s'accroître], *IW Kurzbericht*, n° 9, Institut der deutschen Wirtschaft, 9 février 2023. Voir aussi J. Gunter *et al.*, « Beyond Overcapacity: Chinese Style of Modernization and the Clash of Economic Models », Mercator Institute for China Studies, avril 2025.

62. M. Benninghoff, « Illusionen im China-Geschäft helfen uns in der G7 nicht weiter » [Les illusions concernant les relations commerciales avec la Chine ne nous aident en rien au sein du G7], *Handelsblatt*, 15 juin 2026, disponible sur : [www.handelsblatt.com](http://www.handelsblatt.com).

Chine. Elles concluent de plus en plus de partenariats avec des entreprises chinoises afin de participer à leur expansion à l'étranger. Ou bien elles exportent directement depuis leurs usines situées en Chine. Cela signifie également qu'elles deviennent elles-mêmes plus « chinoises ». Pékin tente bien sûr de mettre les entreprises allemandes au service de ses propres intérêts. La grande majorité des entreprises allemandes en Chine souhaitent coopérer avec des entreprises chinoises qui s'étendent à l'étranger et profiter ainsi des retombées du « choc chinois ». Même si cela va totalement à l'encontre des intérêts allemands et européens<sup>63</sup>. Ensuite, alors que les ministères dirigés par le SPD au sein du gouvernement fédéral, ainsi que le ministère des Affaires étrangères dirigé par la CDU, font pression pour que des mesures plus fermes soient prises contre les pratiques chinoises, la ministre de l'Économie Katharina Reiche (CDU) s'est montrée jusqu'à présent hostile à une telle démarche. Elle a d'ailleurs maintenu sa ligne de conduite lors de son voyage à Pékin fin mai 2026. Katharina Reiche est une fervente adversaire de la politique de régulation et se montre extrêmement critique à l'égard des interventions massives sur le marché. Sa politique vis-à-vis de la Chine se distingue ainsi nettement, jusqu'à présent, de celle de son prédécesseur, Robert Habeck (Les Verts). Depuis des mois, la ministre bloque les propositions du commissaire européen à l'Industrie, Stéphane Séjourné, visant à introduire des clauses « *Buy European* » étendues afin de protéger l'économie locale de la concurrence étrangère (c'est-à-dire chinoise)<sup>64</sup>, ce qui constitue un nouvel exemple de l'éloignement croissant entre Berlin et Paris.

Enfin, la Chine intensifie la pression sur les entreprises étrangères qui souhaitent délocaliser leurs chaînes d'approvisionnement hors du pays afin d'atténuer les risques géopolitiques. Depuis le mois de mai 2026, des réglementations strictes du Conseil d'État sont entrées en vigueur : elles menacent de mesures de rétorsion en cas de « discrimination » (contre la Chine) et visent à protéger les principaux réseaux d'approvisionnement chinois contre de tels dangers. Ces mesures sont inquiétantes, car ces règles permettent de mener des enquêtes approfondies et d'imposer des sanctions pouvant aller jusqu'à des interdictions de sortie du territoire pour les dirigeants. Pékin a opté pour un nouveau mécanisme de sanctions afin de compliquer les mesures de *derisking* des entreprises étrangères ou leur « découplage ». Les collaborateurs d'entreprises étrangères peuvent être interrogés, les informations internes de l'entreprise consultées et « d'autres mesures nécessaires prises ». Les entreprises risquent de se voir interdire leurs activités d'importation et d'exportation, leurs investissements ainsi

---

63. S. Gusbeth, « Wie deutsche Firmen in China von der Exportflut profitieren » [Comment les entreprises allemandes tirent profit de l'afflux d'exportations en Chine], *Handelsblatt*, 26 février 2026, disponible sur : [www.handelsblatt.com](http://www.handelsblatt.com).

64. M. Benninghoff et J. Olk, « Handelsstreit. Die heikle China-Mission der Katharina Reiche » [Conflit commercial. La délicate mission de Katharina Reiche en Chine], *Handelsblatt*, 27 mai 2026, disponible sur : [www.handelsblatt.com](http://www.handelsblatt.com).

que leurs transactions et coopérations avec des partenaires chinois. Des enquêtes peuvent aussi être menées à l'encontre de leurs filiales. Ces dispositions visent à contrer la « stratégie de découplage » des États-Unis et de l'UE. Les entreprises étrangères actives dans des secteurs stratégiquement importants pourront faire l'objet de contrôles. Selon les nouvelles dispositions, la simple collecte d'informations sur les chaînes d'approvisionnement chinoises est déjà considérée comme problématique<sup>65</sup>. Faire des affaires en Chine a un prix, mais les entreprises allemandes semblent disposées à le payer. Tous ces facteurs expliquent la réticence du gouvernement Merz à l'égard d'une politique de *derisking* et de découplage, qui s'est également manifestée lors de sa visite d'État fin février 2026 à Pékin, au cours de laquelle le chancelier n'a pas hésité à souligner l'importance du « partenariat stratégique » avec la Chine<sup>66</sup>. Une expression rappelant la nostalgie et les illusions du « monde d'hier ».

---

65. W. von Petersdorff-Campen, « Sehnsucht nach dem Deal » [L'envie de conclure une affaire], *FAZ*, 7 mai 2026, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

66. G. Theile et E. Lohse, « “Die Chemie stimmt” zwischen Merz und Peking », *FAZ*, 26 février 2026, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

# Conclusion

Dans un contexte de bouleversements mondiaux profonds, le gouvernement fédéral allemand est confronté à la triple tâche de redéfinir ses relations avec les États-Unis, la Russie et la Chine. L'administration Trump a largement rompu les liens entre les États-Unis et l'Europe. Il s'agit là d'une deuxième *Zeitenwende* pour l'Allemagne. Même les éloges embarrassants dont Friedrich Merz comble Trump régulièrement, dans l'espoir de se faire entendre sur le fond (ou de le faire changer d'avis), ont sans doute conforté Trump dans l'idée qu'il est extrêmement respecté. En réalité, tant en Allemagne que sur la scène internationale, la consternation et la sidération face au président américain ne cessent de gagner du terrain. Dès que Friedrich Merz ose se montrer critique et insuffisamment soumis à son égard – comme dans l'affaire iranienne –, il subit immédiatement la colère du « boss »<sup>67</sup>. S'ensuivent alors une avalanche d'insultes, de mépris, de menaces, bien sûr des droits de douane punitifs et la menace du retrait partiel de la présence militaire américaine en Allemagne. Cette dernière se montre donc prudente vis-à-vis des États-Unis, peut-être aussi dans l'espoir, illusoire, que les prochaines élections américaines changeront la donne. C'est notamment la dépendance allemande vis-à-vis du parapluie nucléaire américain qui rend Berlin si docile face à Washington. Le fait que la Bundeswehr continue de s'approvisionner massivement en matériel militaire sur le marché américain tient aussi au fait que l'Allemagne s'est engagée par traité à ne pas devenir une puissance nucléaire.

Parmi les trois grandes puissances que sont les États-Unis, la Russie et la Chine, c'est avec la Russie que la rupture a été la plus nette. Le partenariat énergétique avec Moscou, qui avait débuté sous Helmut Schmidt dans les années 1970, appartient désormais au passé. L'Allemagne est le principal soutien de l'Ukraine en Europe, tant sur le plan financier que militaire, et a ainsi joué un rôle décisif dans l'échec de la politique d'expansion de Moscou en Europe centrale et orientale. Elle participe massivement à la sécurisation du flanc est de l'OTAN, en particulier dans les pays baltes, qui sont dans le viseur des Russes. Berlin participe également à toutes les décisions de l'UE en matière de sanctions, ce qui a considérablement contribué à la crise de l'économie de guerre russe. Néanmoins, des liens forts subsistent entre l'Allemagne et la Russie. Sur le plan de la politique intérieure allemande, les partis pro-russes, comme l'AfD, le BSW et Die Linke, rassemblent environ 40 % de l'électorat

---

67. « I am the boss! » C'est en ces termes que Donald Trump a justifié son retard, en arrivant à la réunion du G7 à Évian, mercredi 17 juin 2026.

dans l'ensemble de la République fédérale et la majorité des électeurs en Allemagne de l'Est.

Des trois présidents américain, russe et chinois, c'est Xi Jinping qui se montre le plus discret et le plus réservé, en comparaison de Trump et de Poutine. Pourtant, la Chine représente un défi systémique bien plus important pour la République fédérale que les États-Unis ou même la Russie. Les dirigeants allemands sont appelés à procéder à une réorientation radicale et résolue des relations commerciales et économiques avec Pékin, sous peine de voir la République fédérale confrontée à la désindustrialisation, au contrôle par Pékin de ses infrastructures critiques et à une dépendance totale vis-à-vis des matières premières critiques chinoises, sans lesquelles l'industrie allemande et européenne ne peut se développer. Cette réorientation ne peut être assurée au niveau national. Ce n'est que par le biais d'une coopération étroite au sein de l'UE et avec des partenaires tels que l'Australie, le Japon et la Corée du Sud que les intérêts allemands vis-à-vis de la Chine pourront être défendus. Mais pour cela, le gouvernement fédéral devrait agir en tant que puissance *européenne* – ce dont les gouvernements sous les chanceliers Schröder, Merkel, Scholz et Merz n'ont pas été en mesure jusqu'à présent. Le modèle économique « Made in Germany » est axé sur les profits à court terme, et non sur une réflexion stratégique à long terme. Les Allemands en paient déjà le prix aujourd'hui.

# Les dernières publications du Cerfa

- M. Krpata, [Redémarrer l'économie allemande : entre impératifs économiques, sociaux et de défense](#), *Études de l'Ifri*, mai 2026 (disponible en anglais et français)
- M. Krpata, [Entrée en vigueur de l'accord UE-Mercosur : aboutissement d'un drame sans fin pour l'Allemagne ?](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, avril 2026
- C. Wagner, [Les relations germano-indiennes. Un partenariat fondé sur des valeurs ou sur des intérêts ?](#), *Notes du Cerfa*, n° 191, avril 2026 (disponible en allemand et français)
- M. Debus, [Les élections régionales de 2026 dans le Bade-Wurtemberg : un premier test pour le gouvernement "noir-rouge" de Friedrich Merz ?](#), *Notes du Cerfa*, n° 190, Ifri, mars 2026 (disponible en allemand et français)
- J. Möhring, [La Bundeswehr : du changement d'époque \(Zeitenwende\) à la rupture historique \(Epochenbruch\)](#), *Notes du Cerfa*, n° 189, février 2026 (disponible en anglais et français)
- J. Süß, [La fabrique de la politique européenne de l'Allemagne](#), *Études de l'Ifri*, janvier 2026 (disponible en anglais et français)
- C. Demesmay, [Imaginaires et réalités de la frontière franco-allemande : un laboratoire pour l'Europe de demain](#), *Visions franco-allemandes*, n° 37, septembre 2025 (disponible en allemand et français)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)